

**Assurance chômage : un autre champ de lutte**  
**Assemblée Générale**  
**le 18 février à 14h à Paris**

Alors que les yeux sont braqués sur la tentative d'enterrement du régime de retraite par répartition - qui va directement impacter celles et ceux qui n'ont pas les moyens de cotiser à un fonds de pension sauce Macron - le décret d'application qui entérine une nouvelle casse de l'assurance-chômage vient d'entrer en application.

**Depuis le 1er février, la durée d'indemnisation des allocations chômage est réduite de 25%**

Comme les plans de réforme des retraites qui s'enchaînent à un rythme effréné (7 projets entre 2003 et 2023), les réformes du chômage se succèdent implacablement au fil des ans. Loin d'être ponctuelles et isolées, ces mesures en séries s'inscrivent dans un schéma, aussi global que libéral, mis en application par les gouvernements dits de « gauche » comme de droite.

**Réforme des retraites, du chômage, du RSA : une même logique capitaliste de pression pour nous contraindre à trimer toujours plus comme des esclaves, pour le bénéfice de patrons à l'avidité sans borne.**

Si on ne réagit pas énergiquement, ils ne s'arrêteront pas là et un gouvernement aux ordres imposera d'ici peu de nouvelles lois pour faire les poches des classes populaires.

Alors que les actionnaires se gavent de dividendes, celles et ceux qui subissent l'exploitation - les salarié-es, les précaires, les chômeur-euses - doivent en plus encaisser une inflation, essentiellement issue de la spéculation, dernier coup porté à celles et eux d'entre nous qui parvenaient à peine à boucler leur mois.

**Lors de la dernière réforme du chômage, trop peu de gens se sont sentis directement concerné-es, et trop peu de remous sociaux sont venus la perturber.**

Pourtant les salarié-es d'aujourd'hui, les étudiant-es, les lycéen-nés risquent toutes de pointer demain à Pôle Emploi et d'être premier-es touché-es. Le sort des protos est lié. A l'instar de la pression sur les chômeur-euses qui se répercute sur tous les travailleur-euses, le plan visant à faire trimer gratuitement les RSAistes menace tous les bas salaires considérés comme « trop chers ». Si le patronat et l'Etat comptent sur ces divisions catégorielles pour mieux nous endormir, ils comptent aussi sur notre résignation face à une réforme du chômage déjà actée. Ils aimeraient que l'on intègre que la loi ne peut être défaite. Mais ce qui est injuste n'a aucune valeur et doit être aboli. Pour cela, que nous soyons déjà au chômage ou pas encore, que nous soyons ou non syndiqué-es, que nous participions ou non à un collectif de lutte contre la réforme du chômage, **retrouvons-nous en assemblée pour discuter et envisager ensemble les initiatives à prendre et actions à mener dans une période propice pour bousculer l'ordre social !**

**AG le samedi 18 février 2023, 14h**  
**CICP, 21ter rue Voltaire Paris 11<sup>e</sup>**  
**assembleedechomeureuses@collectifs.org**

Au **CICP**

21ter rue Voltaire  
75011 PARIS

9 rue des boulets



sam. 18 février, 14h

**AG de chômeureuses et précaires**

**S'attaquer aussi à la casse de l'assurance chômage !**